

**MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE**  
**RESTAURATION DU MUEHLBACH ET DES ZONES**  
**HUMIDES ASSOCIEES À OSTHOFFEN (67)**  
**RÉGLEMENT DE CONSULTATION**

Marché n°2025MOE007

Date et heure limite de réception des offres :

**Mardi 3 juin 2025 à 12h00**

Les offres seront déposées exclusivement par voie  
dématérialisée sur la plateforme

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>



## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Acheteur .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 : Objet et étendue de la consultation.....</b>	<b>3</b>
2.1. Objet du contrat .....	3
2.2. Procédure de passation .....	3
2.3. Forme du contrat.....	3
<b>Article 3 : Dispositions générales.....</b>	<b>3</b>
3.1. Lots.....	3
3.2. Tranches optionnelles.....	3
3.3. Variantes.....	3
3.4. Durée du contrat – délai d'exécution.....	4
3.5. Prix du marché et modalités de paiement .....	4
3.6. Forme juridique de l'attributaire.....	4
3.7. Réservation à une catégorie d'opérateurs économiques.....	4
3.8. Délai de validité des offres.....	4
<b>Article 4 : Dossier de consultation des entreprises.....</b>	<b>5</b>
4.1. Contenu du dossier de consultation .....	5
4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	5
4.3. Modification du détail du dossier de consultation .....	5
4.4. Fin de la consultation .....	5
<b>Article 5 : Présentation des propositions .....</b>	<b>6</b>
5.1. Langue de rédaction des propositions .....	6
5.2. Constitution du dossier de candidature.....	6
5.3. Constitution du dossier d'offre.....	7
5.4. Conditions de remise des plis.....	7
5.4.1. Remise des plis par voie électronique .....	7
5.4.2. Copie de sauvegarde.....	8
5.5. Signature de l'offre .....	8
<b>Article 6 : Renseignements complémentaires.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 7 : Jugement des propositions.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 8 : Négociations.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 9 : Voies et délais de recours.....</b>	<b>10</b>

## Article 1 : Acheteur

### Le pouvoir adjudicateur : Syndicat mixte ouvert du Bassin Bruche Mossig

Adresse : 2 route Ecospace  
BP93077  
67125 MOLSHEIM CEDEX

Profil acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

## Article 2 : Objet et étendue de la consultation

### 2.1. Objet du contrat

La consultation porte sur la prestation suivante : Maitrise d'œuvre pour la définition et la réalisation de travaux de restauration écologique du Muehlbach et des zones humides associées dans la commune de Osthoffen (67)

### 2.2. Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

### 2.3. Forme du contrat

La forme du contrat est un marché à tranches.

## Article 3 : Dispositions générales

### 3.1. Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en raison de la nécessité de la continuité nécessaire pour l'exécution de la mission de maitrise d'œuvre.

### 3.2. Tranches optionnelles

La mission est composée d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles, décrites dans le CCAP et le CCTP.

### 3.3. Variantes

La présentation de variantes libres par le prestataire n'est pas autorisée. Les variantes qui seraient présentées ne seraient pas examinées.

### 3.4. Durée du contrat – délai d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'à complète exécution des prestations.

Le délai d'exécution de la tranche ferme (phase 1) est fixé à 24 semaines maximum à compter de la date de notification du marché.

Les délais d'exécution des phases du marché sont fixés au CCAP et seront inscrites dans les ordres de services d'affermissement des tranches optionnelles.

### 3.5. Prix du marché et modalités de paiement

Le candidat est informé que le présent marché est conclu en euros.

Les modalités applicables au délai de paiement et au mode de règlement sont précisées dans le CCAP.

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

### 3.6. Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 1° du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 2° du Code de la commande publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

### 3.7. Réserve à une catégorie d'opérateurs économiques

Le marché, objet de la consultation n'est pas réservé à une catégorie particulière d'opérateurs économiques.

### 3.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## Article 4 : Dossier de consultation des entreprises

### 4.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché comprend les documents suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui définit le contenu des éléments de la mission.
- la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- le cadre de réponse technique (CRT).

### 4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : [plateforme.alsacemarchespublics.eu](https://plateforme.alsacemarchespublics.eu)

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### 4.3. Modification du détail du dossier de consultation

Toute modification de l'une des pièces constitutives du marché et notamment de ses spécifications techniques, entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat. En cas de discordance entre les pièces du marché remises par le titulaire dans son offre et les documents de la consultation conservés par le pouvoir adjudicateur dans ses archives, ces derniers prévalent.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard huit jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si au cours de la consultation, la date limite de réception des offres devait être reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 4.4. Fin de la consultation

Si, pour un motif d'intérêt général, le pouvoir adjudicateur devait ne pas donner suite à la présente consultation, chacun des candidats ayant retiré un dossier de consultation en serait informé par échange électronique.

## Article 5 : Présentation des propositions

### 5.1. Langue de rédaction des propositions

Chaque candidature et chaque offre devra être entièrement rédigée en langue française. Les documents, certificats, attestations ou déclarations rédigés en langue étrangère seront acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur assermenté ou expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays du candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Il est expressément demandé aux candidats de remplir intégralement les documents mis à leur disposition. Tout manquement est susceptible d'entraîner le rejet de leur offre.

### 5.2. Constitution du dossier de candidature

Le dossier de candidature à remettre comprendra les pièces suivantes :

- Lettre de candidature
- Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ;
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### 5.3. Constitution du dossier d'offre

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, complété(s) et daté(s) ;
- Le cas échéant, la ou les demandes de sous-traitance dûment remplies et signées(s) par le sous-traitant et le candidat (DC4) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complété par le candidat, daté et signé
- Le mémoire technique sous la forme du cadre de réponse technique (CRT) fourni par le maître d'ouvrage dûment complété. À défaut de mémoire technique, l'offre sera rejetée. Le mémoire fait partie intégrante du marché.

Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

### 5.4. Conditions de remise des plis

Les offres devront être impérativement réceptionnées par le pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites précisées en page de garde du présent règlement de consultation. Les plis reçus hors délai ou non adressés dans les formes prescrites ne seront pas examinés.

#### 5.4.1. Remise des plis par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.platforme.alsacemarchespublics.eu>

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...), par mail ou sur support papier n'est pas autorisée.

Les plis contiennent les justificatifs de candidature visés à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et au présent règlement de consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : word ; excel ; pdf ; zip.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Seuls seront ouverts les plis déposés selon ces modalités. Le candidat est réputé avoir pleinement connaissance de ces modalités, dont la méconnaissance engage sa seule responsabilité.

#### 5.4.2. Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : "Copie de sauvegarde - Maitrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de découverte et de renaturation du Heylenbach",.

La copie de sauvegarde est adressée à :

Syndicat mixte du Bassin Bruche Mossig  
2 route Ecospace  
BP93077  
67125 MOLSHEIM CEDEX

#### 5.5. Signature de l'offre

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur rend obligatoire la signature manuscrite ou électronique des offres.

### Article 6 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite sur la plateforme Alsace Marchés Publics (<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>) au plus tard 10 jours francs avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée au plus tard 6 jours francs avant la date de remise des offres par la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Lorsque le maintien de l'égalité de traitement des candidats le justifie, une réponse écrite sera envoyée dans ce même délai au candidat demandeur et à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier. Elle sera par ailleurs jointe au dossier de consultation accessible à tout nouveau candidat.

### Article 7 : Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants :

#### Analyse des candidatures :

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.



Si le maître d'ouvrage constate avant de procéder à l'examen des candidatures que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ne seront prises en compte que les offres des candidats présentant les aptitudes nécessaires à l'exécution du présent marché. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle exigée ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et/ou financières suffisantes pour l'exécution du marché public seront déclarées irrecevables.

En cas de co-traitance, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

L'insuffisance des pièces et renseignements fournis conformément aux demandes sus exposées est susceptible, en ce qui concerne les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat, de justifier l'irrecevabilité de la candidature proposée.

### **Critères de jugement des offres :**

Les offres seront notées sur 100 selon les pondérations des critères suivants :

Critère	Pondération
1. Valeur technique	60
1.1. Moyens humains et matériels dédiés à la mission, références pour des projets similaires	25 / 60
1.2. Adéquation de la méthodologie et du planning proposés avec les attentes du CCTP	33 / 60
1.3. Prise en compte du développement durable pour l'exécution de la mission	2 / 60
2. Prix des prestations	40

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. **La note est calculée à partir de la somme totale des prix de toutes les tranches (fermes et optionnelles).**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications chiffrées portées sur la DGPF prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions (sous-détails de prix par exemple), assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## Article 8 : Négociations

La consultation permet la tenue de négociations (procédure adaptée). Dans ce cas, le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier avec les 3 candidats les mieux placés. Les offres inappropriées ne pourront être négociées.

La négociation ne pourra porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation prendra la forme d'un échange écrit (échange via la plateforme de dématérialisation des marchés publics régionaux, mail, etc.).

Elle se déroulera en une seule phase au cours de laquelle des candidats pourront être éliminés.

À l'issue de la négociation, les candidats devront remettre leur proposition, si nécessaire par la remise d'un nouvel acte d'engagement dûment complété, dans un délai et selon des modalités qui leur seront précisés lors du dernier entretien ou échange de négociation.

Le délai de validité des offres mentionné à l'article 3.8. du présent règlement s'applique à toutes les offres remises au cours des négociations.

Le maître d'ouvrage analysera et classera les offres, après négociations, selon les critères énoncés au règlement de consultation (critères identiques au jugement initial des offres). En cas d'absence de nouvelle offre à l'issue des négociations, le maître d'ouvrage prendra en considération la première offre déposée.

Les résultats de la négociation seront formalisés par écrit avant la signature du marché.

## Article 9 : Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

67070 Strasbourg

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Site internet : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>